



La Commune



Une révolte populaire

Une révolte populaire | Equateur : « Qu'ils s'en aillent, tous ! »

Le président Lucio Gutierrez, de même que ses prédécesseurs Bucaram, en 1997, et Mahuad, en 2000, a été chassé par les masses. Cet ex-colonel, élu en janvier 2003 avec le soutien du principal parti de gauche, le MDP maoïste, et de la CONAIE (Confédération des peuples indigènes) a rapidement signé un accord avec le FMI et renforce la coopération économique et militaire avec les États-Unis, provoquant la démission en août 2003 des quatre ministres de la CONAIE. Ensuite, tout s'est accéléré, jusqu'à l'explosion.

Gutierrez, par sa proposition de loi de privatisation du pétrole, de l'électricité et de la sécurité sociale, puis la destitution, en décembre 2004, de 27 des 31 juges de la Cour Suprême afin d'empêcher le procès pour corruption d'Abdala Bucaram, revenu d'exil en avril, a achevé de s'aliéner les masses.

Une révolution populaire, une révolte de masse à Quito et dans d'autres villes, s'est heurtée à la police et a gagné la rue, ouvrant une crise de régime, chassant le président Gutierrez et la Cour suprême et mettant en cause le vice-président Alfredo Palacio. Dans les rues le peuple crie : " *Qu'ils s'en aillent, tous !* ", reprenant le mot d'ordre des masses argentines.

Comme le président argentin De la Rúa il y a quatre ans, Gutierrez a tenté d'étouffer la révolte populaire en proclamant l'état d'urgence le 15 avril. Cinq jours plus tard, il s'échappait en hélicoptère, comme son homologue argentin.

Mobilisation spontanée

En réponse au discours de Gutierrez interdisant les manifestations, des dizaines de milliers de personnes font irruption dans les rues. Cette mobilisation déborde totalement le maire de Quito, Paco Montoya, dirigeant bourgeois de la " Gauche Démocratique ". Vingt heures plus tard, paniqué, Gutierrez annule son état d'urgence inapplicable et, en accord avec le Congrès, destitue la Cour Suprême rejetée par le peuple. La mobilisation ne cesse pas pour autant, mais s'amplifie en dépit d'un manque de direction évident. Le mercredi 20 avril, les manifestations se font plus radicales, se dirigeant sur la Maison gouvernementale à Quito, tandis que dans les quartiers se constituent des assemblées populaires, sur fond d'affrontements violents avec la police laissant sur le pavé des morts et de nombreux blessés. Avec le retrait des forces de répression, Gutierrez s'enfuit, laissant le Parlement, réuni en session extraordinaire, voter, par 60 députés sur les 62 présents (ils sont 100 dans cette assemblée), sa destitution pour " *abandon de poste* " et désigner le vice-président Palacio comme son successeur. Dans la nuit de ce même mercredi, les manifestants encerclent l'immeuble où sont réfugiés les parlementaires, exigeant leur démission à tous, celle du nouveau président Palacio, et la constitution d'un gouvernement d'Assemblée Populaire. Un peu plus tard, dans une conférence de presse tenue avec les militaires, le nouveau président promet de " *gouverner avec la Constitution et pour le peuple* ".

Le nouveau gouvernement

Ce soulèvement s'est fait sans direction. Le MDP, qui dirige de nombreux syndicats parmi les plus importants, appelait à ne pas participer aux manifestations. Ce n'est qu'à l'apogée du mouvement qu'il est sorti dans la rue. De son côté, la CONAIE a soutenu le mot d'ordre " *qu'ils s'en aillent, tous !* " et a proposé un " Parlement des peuples " pour cette révolte qui a généré des assemblées de quartiers.

Les revendications des masses équatoriennes contre le Traité de Libre Commerce avec les USA, pour des augmentations salariales, la rupture avec le FMI, la défense des entreprises publiques et la fermeture de la base américaine de Manta s'opposent frontalement aux desseins de l'impérialisme, contre lesquels jamais ne se dressera Palacio. Ce nouveau Président, cardiologue de 66 ans, présenté comme sans parti, a un passé politique : vice-président de Gutierrez, il a été ministre de la santé dans le gouvernement du Parti Social Chrétien de Sixto Duran Bailen.

Une seule issue positive

Gutierrez, aujourd'hui en exil au Brésil, est le troisième président équatorien balayé par une insurrection populaire et remplacé par un gouvernement bourgeois appliquant à nouveau les mêmes politiques pro-impérialistes. Mêmes causes, mêmes effets, on peut penser que l'avenir du nouveau président n'ira pas jusqu'au terme de son mandat, prévu en 2007. La seule issue positive pour les masses ouvrières et les peuples indigènes réside dans la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières et populaires, des syndicats, des assemblées de quartiers et des organisations indigènes comme la CONAIE.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Equateur

Pour l'Assemblée Constituante

La victoire de Correa, due au soutien que lui ont apporté les organisations indigènes, de paysans, de la gauche et des classes moyennes de la ville de Quito, est le résultat d'une décennie de... >>

Une révolte populaire

Le président Lucio Gutierrez, de même que ses prédécesseurs Bucaram, en 1997, et Mahuad, en 2000, a été chassé par les masses. Cet ex-colonel, élu en janvier 2003 avec le soutien du principal... >>
